



Entretien avec l'historienne Kate Brown : "La mortalité infantile a atteint 50% autour de Tchernobyl"

□ Historienne, professeure de Sciences, Technologie et Société au MIT (Massachusetts), Kate Brown est connue pour ses recherches en histoire environnementale. Elle est l'auteure du livre "Manual for Survival" sur la catastrophe de Tchernobyl dont elle a étudié les conséquences, encore sous-estimées aujourd'hui. Elle livre dans cet ouvrage le résultat de dix années d'enquête. Entretien réalisé par Eve Brochart, Hadrien Clouet et Kevin Vercin.

Le Monde en Commun : Il y a 35 ans, le 26 avril 1986, survenait la plus grave catastrophe nucléaire du XXe siècle à Pripiat, près de Tchernobyl. Comment en êtes-vous venue à en étudier les conséquences dans votre ouvrage, Manuel for Survival ?

☞ Kate Brown : Je me suis principalement intéressée à la naissance des "États de sécurité nucléaire" états-unien et soviétique, en étudiant la création des premières usines de plutonium destinées aux armes nucléaires. J'ai mené des recherches auprès de personnes vivant et travaillant dans ces usines, dans l'Oural russe et l'Ouest américain. Aux deux endroits, les gens m'ont raconté leurs problèmes de santé. Ils en désignaient les usines de plutonium comme la cause présumée. J'ai donc interrogé des scientifiques à ce propos, qui m'ont répondu que les agriculteurs étaient anxieux, ignoraient tout de la médecine et souffraient de radiophobie (la peur des radiations). J'ai décrit ce conflit dans mon livre 'Plutopia : Nuclear Families, Atomic Cities, and the Great Soviet and American Plutonium Disasters'. Après en avoir terminé l'écriture, je n'étais pas satisfaite. Aussi, j'ai consulté les archives médicales liées à Tchernobyl pour comprendre le problème des personnes exposées à de faibles doses chroniques de radiation. Cela a fourni la matière de mon dernier livre, 'Manual for Survival : An Environmental History of the Chernobyl Disaster'.

L'Ukraine est un État ouvert. Je me suis rendue aux archives nationales sans difficulté, en dépit des avertissement des archivistes, d'après lesquels je ne trouverais rien, puisque les autorités soviétiques avaient interdit toute discussion concernant les effets de Tchernobyl sur la santé. En fait, une fois sur place, il m'a fallu trois minutes pour identifier les rapports sanitaires concernant la catastrophe de Tchernobyl. J'ai trouvé beaucoup de documents. J'ai alors réalisé qu'il s'agissait d'une grosse histoire, d'autant plus que les archivistes eux-mêmes ne savaient pas ce qu'ils avaient. Dans la plupart des cas, j'étais la première historienne à signer les formulaires de consultation.

L'histoire de ce que les officiels soviétiques qualifiaient de "désastre de santé publique" dans les documents censurés était si controversée que je voulais m'assurer de bien la comprendre, sans me laisser tromper par les archives. Avec deux assistants, nous avons parcouru les archives au niveau des provinces et des districts, puis en Biélorussie, où nous avons obtenu des documents des hôpitaux de district. Il est apparu clairement qu'au fur et à mesure que les statistiques médicales remontaient la chaîne de commandement, elles étaient nettoyées pour fournir une image plus rose des problèmes de santé en zone contaminée. Un ancien respon-

sable soviétique de la santé publique m'a expliqué que les épidémiologistes étaient encouragés à rapporter que les citoyens soviétiques étaient chaque jour en meilleure santé et plus heureux. Ceux qui adressaient de mauvaises nouvelles aux supérieurs étaient souvent réprimandés ou rétrogradés. Cela signifie que les responsables de haut niveau à Moscou ne recevaient guère d'informations sur la gravité de la situation dans les territoires contaminés par Tchernobyl.

Préoccupée par les incohérences, les confusions et les contradictions dans les textes d'archives, j'ai réalisé que, certes, les gens mentent, donc les archives aussi ; mais que les arbres, eux, ne mentent pas. J'ai donc décidé de recouper les archives avec des preuves écologiques. Pour cela, j'ai suivi des biologistes qui travaillent régulièrement dans la zone contaminée. Je leur ai posé beaucoup de questions pour comprendre comment ils évaluaient les dégâts radioactifs sur le territoire. Ainsi, j'ai pu relier toutes les pièces de l'intrigue.

"J'ai regardé des documentaires télévisés et lu des livres sur Tchernobyl. Ils ont tendance à proposer un développement similaire de l'intrigue. L'horloge compte les secondes, tandis que les opérateurs dans la salle de contrôle prennent des décisions irréversibles. Les alarmes stridentes cèdent la place au tic-tac inquiétant et persistant des compteurs. L'attention est portée sur des hommes, aux épaules larges, à la beauté slave, qui ne se soucient pas de leur bien-être. Devant le réacteur en flammes, ils fument des cigarettes, les écrasent et s'emploient à sauver le monde de ce nouveau protagoniste radioactif. Le drame se déplace ensuite vers les salles d'hôpital, où les mêmes hommes ont été réduits à l'état de squelettes en décomposition. [Mais] en se concentrant sur les secondes qui ont précédé les explosions, puis sur les restes radioactifs contenus en toute sécurité dans le sarcophage, la plupart des récits de Tchernobyl éclipsent l'accident lui-même" (extrait du livre, p. 1-2, trad. des interviewers).

Le Monde en Commun : Qu'avez-vous donc découvert en matière sanitaire ?

☞ Kate Brown : Le rapport existant des Nations-Unies sur la catastrophe se focalise sur les symptômes aigus : empoisonnement radioactif, cancers fœtaux, morts... Mais les gens se sont sentis malades bien avant de mourir ! Comparées aux archives sanitaires, les données officielles publiées sur Tchernobyl n'avaient absolument aucun sens. Les responsables moscovites ont déclaré, par exemple, que 300 personnes avaient été touchées par l'accident. Mais ce chiffre se fonde sur un hôpital particulier, où un médecin étasunien était présent, et donc susceptible de témoigner. En revanche, les archives rapportent qu'en Biélorussie et en Ukraine, 40 000 personnes ont été hospitalisées l'été 1986, dont 11 000 enfants. Les enfants présentaient de nombreux symptômes au cours des mois suivants : la moitié d'entre eux avaient une thyroïde hypertrophiée, des problèmes endocriniens et de l'anémie, des difficultés à avaler et des infections respiratoires tenaces. Les statistiques d'avant 1986 montraient que 80 à 90 % des enfants étaient catégorisés "en bonne santé". En 1988, seuls 10 à 20 % d'entre eux étaient classés ainsi ; les autres souffraient d'au moins un problème de santé chronique. En outre, de nombreuses grossesses n'ont pas été menées à terme — la mortalité infantile a atteint 50 % dans certains districts autour de Tchernobyl. Les adultes, en général, ont connu une augmentation des problèmes cardiaques et circulatoires. En bref, il s'agissait de symptômes que les épidémiologistes nomment "subaigus", car ils rendent la vie infernale sans tuer directement. Deux ans plus tard, en 1990, on décomptait 20 cas de cancer de la thyroïde chez l'enfant en Ukraine et 30 en Biélorussie, pour une population de 500 000 enfants — normalement, la prévalence est de 1 cas sur 1 million de personnes, soit au moins 40 fois moins.

"À la mi-mai, les dirigeants ukrainiens ne se soumettent plus. Sans attendre d'approbation, ils écourtent l'année scolaire et envoient les écoliers de Kiev et des provinces contaminées en camp d'été, plus tôt et pour toute la saison. Ils visitent les sanatoriums et les stations balnéaires, puis établissent un couloir de bus en direction de la Crimée. Les enfants de Kiev partent les premiers. Les dirigeants de Moscou étaient furieux de l'évacuation "non validée" et "émotionnelle" des dirigeants ukrainiens. Ils leur reprochent de "répandre la panique et des rumeurs calomnieuses". (...) À quoi pensaient les dirigeants ukrainiens ? Ont-ils vraiment paniqué, comme l'affirmèrent les scientifiques de Moscou ? Le ministre de la Santé Romanenko recevait alors des rapports de médecins, exerçant dans des villages contaminés. Il commençait à avoir une idée du panorama médical. Les médecins écrivaient que la plupart des enfants étaient en bonne santé, mais qu'un quart des examinés présentaient toutefois des symptômes étranges - tremblements nerveux, visage et gorge rougis, ralentissement des capacités motrices et prise de poids. Les médecins plaçaient des compteurs sur la thyroïde des enfants pour mesurer les rayons gamma qu'elles émettaient : la plupart des enfants (89 %) avaient absorbé des doses à la thyroïde de 0,3 à 2,0 Sv dans les premières semaines après l'accident. Plusieurs centaines d'entre eux avaient absorbé des doses comprises entre 2 et 5 Sv, culminant jusqu'au chiffre alarmant de 50 Sv (Aucun rayonnement ne devrait provenir de la thyroïde d'un enfant.) Deux tiers des enfants connaissaient une hypertrophie de leur thyroïde et elle fonctionnait en surrégime chez 60 % d'entre eux." (extrait du livre, p. 62-64, trad. des interviewers).

Face à l'escalade sanitaire, le ministre ukrainien de la santé a fait appel à l'ONU en 1989. En effet, même à l'époque de l'Union soviétique, l'Ukraine avait un siège à l'ONU — factice, puisqu'elle faisait partie intégrante de l'URSS, mais elle disposait en tout état de cause d'une délégation. . "On a besoin d'argent pour déplacer des milliers de personnes et prendre en charge les populations sur le long terme", demandent-ils aux Nations-Unies, "car la situation est très mauvaise". Inquiets de voir des foules de protestataires de Tchernobyl dans la rue, les responsables de Moscou ont également demandé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de l'ONU de procéder à une évaluation indépendante des problèmes médicaux observés. L'OMS a envoyé une équipe de trois physiciens (pas des médecins !), qui ont fait le tour des communautés de Tchernobyl pendant 10 jours. Ils ont conclu que la dose officielle admissible pouvait être doublée ou triplée. Personne n'a cru ce rapport. Que pouvaient analyser trois scientifiques en dix jours ?

Les dirigeants de Moscou ont alors sollicité une évaluation par des experts étrangers de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), cette fois pendant 18 mois. Leur conclusion était similaire : les problèmes de santé apparaissent effectivement nombreux, mais non imputables à la radioactivité de Tchernobyl. Les administrateurs de l'AIEA se sont empressés de publier le rapport, avant sa traduction en russe, et avant que l'Assemblée générale des Nations unies n'organise une campagne de promesses de dons visant à réunir un milliard de dollars pour une étude sanitaire à long terme et l'évacuation de 200 000 personnes supplémentaires des territoires fortement contaminés. Puisqu'une autre branche de l'ONU avait réfuté tout problème de santé, la campagne a échoué.

Le Monde en Commun : Tout cela s'inscrit dans un discours institutionnel, organisationnel, pour dire qu'il n'y avait pas de problème à Tchernobyl mais votre travail prouve le contraire. Pourquoi un tel déni ?

☞ Kate Brown : Je pense que cela est dû à de nombreuses raisons liées à la fin de la Guerre froide, à la manière dont sont construits les arguments sur le nucléaire et à la nature des contaminations. Donc je prendrai chacun de ces éléments de manière séparée. La Guerre froide a été un épisode conflictuel. Les Soviétiques avaient leur propre champ de médecine nucléaire qu'ils ont essentiellement gardé secret, notamment pour taire un grand nombre d'incidents nucléaires. Ils ne voulaient pas révéler qu'ils avaient exposé des per-

sonnes et des écosystèmes, donc ils menaient leurs études en secret par des instituts de recherches cloisonnés. Et ils n'autorisaient pas les médecins à connaître les doses de radiation auxquelles avaient été exposées les personnes qu'ils traitaient, car cela relevait du secret militaire. Les médecins avançaient donc à l'aveugle... et pour contourner la difficulté, ils utilisaient le corps de leurs patients comme des compteurs Geiger. Ils ont appris à détecter les symptômes, les changements, dans leur système neurologique par exemple, ou en regardant les traces de radioactivité laissées dans l'émail des dents, ou les aberrations chromosomiques pour estimer les doses que leurs patients avaient reçues. Ils étaient attentifs aux changements dans le corps, qui constituaient le seul moyen d'estimer le niveau d'exposition, notamment à travers les symptômes subaigus.

En revanche, en Occident, on se fiait beaucoup plus aux instruments techniques et aux mesures de la radioactivité ambiante. En général, les mesures étaient effectuées dans l'air et dans le sol. Puis, elles étaient extrapolées aux doses que les corps avaient probablement reçues. Ensuite, un tableau servait de référence pour estimer les doses auxquelles les populations étaient exposées et les effets correspondants. Par exemple, telle dose (20 millisieverts) signifie tel pourcentage de risque supplémentaire de développer un cancer dans les dix à vingt prochaines années. Il s'agit donc d'une approche de gestion des risques, en ne s'intéressant qu'aux dommages les plus graves, susceptibles d'engager la responsabilité juridique. Cette approche a donc négligé les symptômes subaigus.

Le cadre de référence utilisé a été construit à partir de l'expérience d'Hiroshima — un événement totalement différent de Tchernobyl en termes d'exposition aux radiations. Rappelons qu'aucun scientifique n'était présent sur le terrain au moment de l'explosion de la bombe pour mesurer la quantité de radiations libérées. Ces évaluations ont été reconstituées après coup. Les Japonais avaient débuté des mesures à l'époque, confisquées par les autorités étasuniennes et disparues depuis. Les grandes études sur les survivants de la bombe atomique n'ont commencé que cinq ans après le bombardement, en 1950. À cette époque, les chercheurs demandaient aux gens où ils se trouvaient au moment de l'explosion. Ces derniers répondaient de façon approximative "je crois que j'étais ici" ou "mon mari m'a dit qu'il était là dans la rue, mais je n'étais pas mariée avec lui à ce moment-là". L'estimation des doses était donc basée sur les souvenirs des concernés, plusieurs années après les faits.

Ce sont deux manières extrêmement différentes d'évaluer les doses reçues, mais il me semble que les Soviétiques étaient globalement plus attentifs aux modifications les plus légères de l'organisme lorsqu'il est exposé à de faibles doses cumulées de radioactivité. Cependant, lorsque les experts de l'ONU sont arrivés en Union soviétique, ils n'ont pas fait confiance aux scientifiques locaux et ont invalidé leurs données. Ils ne parlaient ni ne lisaient le russe, si bien que la radiobiologie développée par les Soviétiques a été perdue. En examinant les études soviétiques, ils les ont jugées inutilisables, car elles ne suivaient pas les protocoles scientifiques occidentaux établis et n'avaient pas été publiées dans des revues scientifiques évaluées par des pairs. Une grande partie des contributions soviétiques ont donc été ignorées.

"Lorsque les fonctionnaires du ministère de la Santé ont finalement dû admettre que les taux de maladie augmentaient là où les gens étaient exposés, ils ont cherché des explications. Romanenko et ses collègues auraient pu se tourner vers les manuels publiés au lendemain de l'accident, décrivant les symptômes d'une exposition à des doses chroniques de radiations. Mais depuis, les responsables soviétiques du ministère de la Santé avaient interdit le diagnostic de syndrome d'irradiation chronique et l'avaient remplacé par une maladie moins révélatrice et peu spécifique, baptisée "dystonie végétovasculaire". Les médecins soviétiques auraient pu se

tourner vers les études concernant les milliers de personnes contaminées par des déchets radioactifs près de l'usine de plutonium de Mayak, dans l'Oural, où des scientifiques soviétique étudiaient les survivants depuis quarante ans (...) Au lieu de se tourner vers ces travaux, la médecine soviétique spécialisée dans la radioactivité a cherché des réponses à l'extérieur [et] s'est armée des conceptions enchantées que proposaient les Occidentaux." (extrait du livre, p. 177, trad. des interviewers).

"Les équipes de l'AIEA ont conduit leurs propres mesures et les ont confrontées aux données soviétiques. Ces dernières étaient bien plus élevées. (...) Les scientifiques locaux ont expliqué aux consultants de l'AIEA que les Polonais, résidant en Ukraine septentrionale et en Biélorussie méridionale, consommaient de grandes quantités de champignons et de baies entre juillet et septembre, soit 200 à 300 grammes par jour. Pour une raison quelconque, les scientifiques de l'AIEA ont cependant calculé un régime de 300 à 600 grammes de champignons par an et ont omis les baies des estimations, les jugeant insignifiantes. Les villageois de Polésie buvaient en moyenne deux litres de lait par jour. Les équipes de l'AIEA ont estimé la consommation à moins d'un litre. Ces omissions étaient importantes car les champignons, les baies et le lait étaient les produits alimentaires les plus radioactifs. Les scientifiques savent aujourd'hui, et les Soviétiques le savaient à l'époque, que la majeure partie de la dose reçue à Tchernobyl provenait de l'ingestion d'aliments. (...) Les équipes de l'AIEA ont toujours choisi les chiffres les plus optimistes." (extrait du livre, p. 233-234, trad. des interviewers).

De plus, à la fin des années 1990, les archives ont été déclassifiées aux États-Unis, au Royaume-Uni et partiellement en France. À cette époque, des citoyens ont commencé à poursuivre leurs États en justice pour les avoir exposés à des radiations lors de la production et des essais d'armes nucléaires. Tchernobyl était un véritable problème à cet égard. Mais progressivement, les dirigeants des agences nucléaires ont adopté le récit selon lequel Tchernobyl était le pire accident nucléaire de l'humanité et que seules 54 personnes étaient mortes. Il s'agissait d'un argument efficace pour marginaliser les victimes, dissiper les poursuites judiciaires et continuer à développer l'énergie nucléaire.

Le Monde en Commun : Ces problèmes de minimisation sont-ils intrinsèquement liés à l'industrie nucléaire ?

☞ Kate Brown : L'industrie nucléaire civile s'est développée à partir du nucléaire militaire. Elle est donc liée à la production d'armes, ce qui explique la prégnance d'une culture du secret. Et ce, sans doute à raison, puisque les réacteurs nucléaires peuvent aisément servir à la constitution d'armes. Les réacteurs sont surveillés, gardés et les informations qui les concernent sont placées sous haute surveillance. C'est un problème structurel de cette source d'énergie.

On me demande souvent si j'ai eu des problèmes pour accéder aux informations sur Tchernobyl : la réponse est non. Même dans la Biélorussie dictatoriale, j'ai réussi à le faire. En Russie, un régime autoritaire, j'ai lu les archives. Mais lorsque je me suis rendu à l'Agence internationale de l'énergie atomique, les documents sur Tchernobyl n'étaient pas accessibles — dans une organisation publique, financée par des fonds publics ! Toutes les autres agences des Nations unies ont un moratoire de 20 ans sur la publication de documents classifiés — à l'exception de l'AIEA, qui a décrété un délai de 30 ans, pour des raisons inexplicables. Il convient de rappeler que l'AIEA est une agence politisée, créée pour promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Dans un sens, c'est un lobby nucléaire. Les scientifiques qui y travaillent sont nommés par les gouvernements, et non élus par leurs pairs. En tant que tels, ils ont un statut quasi-diplomatique. À l'inverse, j'ai eu le plaisir de travailler avec toutes les autres agences des Nations unies, ce qui m'a permis d'avoir accès à la correspondance concernant Tchernobyl.

"Pour répondre à la demande soviétique d'une nouvelle évaluation, [Abel] Gonzalez [responsable du dossier pour l'AIEA] avait besoin d'une stratégie visant à repousser les rivaux. On pensait depuis longtemps que l'Organisation mondiale de la santé ou le Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR) évalueraient les effets médicaux de Tchernobyl, plutôt que l'AIEA. Cette dernière était compromise : elle avait d'ores et déjà annoncé que Tchernobyl n'entraînerait aucun problème de santé détectable et que la dose de 350 mSv était sans danger. Même au sein des Nations unies, l'AIEA était considérée comme un lobby nucléaire. Le sous-secrétaire général des Nations unies, Enrique ter Horst, décrivait l'approche de l'AIEA concernant l'évaluation de Tchernobyl ainsi : "L'AIEA a son propre intérêt à promouvoir les usages pacifiques de l'énergie nucléaire et voudrait apaiser les craintes du public vis-à-vis des dommages réels et potentiels de l'accident"" (extrait du livre, p. 227, trad. des interviewers).

L'industrie du nucléaire est donc intrinsèquement basée sur le secret, en raison de ses applications militaires. Dès qu'un pays dispose d'un réacteur capable de produire de l'électricité, il est susceptible d'accéder à l'arme nucléaire. D'ailleurs, les pays qui développent le nucléaire civil cherchent également à développer l'arme nucléaire, comme le montrent les exemples au fil des années : Inde, Pakistan, France, Israël, et sans doute maintenant l'Arabie Saoudite — qui cherche à développer le nucléaire alors qu'elle est assise sur un gigantesque puits de pétrole.

Hadrien Clouet, Kevin Vercin, Eve Brochart